

Face à Israël, il est inacceptable que l'Europe reste en retrait

Pas de répit pour la Palestine: alors que l'attention mondiale est tournée vers d'autres régions, Israël, sous le couvert d'opérations militaires illégales contre l'Iran et le Liban, a poursuivi l'asservissement des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, en intensifiant sa politique d'occupation illégale. Plus de 73 000 Palestiniens ont été tués depuis le 7 octobre 2023, dont 700 au cours des six derniers mois depuis le soi-disant "cessez-le-feu" à Gaza.

L'annexion de terres palestiniennes par des colons terroristes protégés par les Forces de défense israéliennes (FDI) se poursuit à un rythme soutenu, et de nouvelles appropriations de terres sont prévues. Cela inclut le corridor E1, d'une importance cruciale, qui coupe la Cisjordanie en deux, où la publication d'appels d'offres du gouvernement israélien pour 3 400 bâtiments est imminente. Israël continue d'agir en toute impunité, sapant la solution à deux États et la création d'un futur État palestinien dont l'existence est reconnue par 157 États membres de l'Onu. Ce schéma de politique illégale se retrouve dans les attaques aveugles et disproportionnées d'Israël contre le Liban, qui ont entraîné la perte de plus de 2 000 vies ainsi que des déplacements et des destructions à grande échelle.

Des besoins urgents

Pendant ce temps, les habitants palestiniens de Gaza, assiégés, sont privés d'une aide humanitaire adéquate en raison des restrictions d'accès persistantes, l'UNRWA et les ONG internationales étant em-



Le gouvernement israélien actuel viole les principes fondamentaux de l'UE à l'égard des Palestiniens, dont il reste légalement et moralement responsable en tant que puissance occupante.

pêchées de fournir, conformément à leurs mandats opérationnels, les biens et services dont le besoin se fait urgemment sentir. Dans le même temps, le plan très controversé du "Conseil de paix" pour Gaza, mené par les États-Unis, bat de l'aile et ne parvient même pas à freiner les attaques militaires israéliennes contre les Palestiniens de Gaza. Comme si tout cela ne suffisait pas, Israël a récemment adopté une loi prévoyant la peine de mort pour les Palestiniens qu'il inculpe de crimes liés au terrorisme, les Israéliens juifs en étant *de jure* exemptés. Cette législation odieuse rappelle un État d'apartheid agissant sans aucune contrainte juridique.

Le respect du droit international est primordial: les traités de l'UE stipulent que l'action de l'UE sur la scène internationale doit être gui-